

D'a Désertif' actions

2026



6^{ème} édition

Compte rendu de webinaire

De Désertif'actions 2026 à la COP17 : enjeux et priorités
pour renforcer la résilience des territoires face aux
sécheresses ?



Co-organisateurs



Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs



Webinaire en
partenariat avec:



www.desertif-actions.org



Date : 17 Juin 2026

Participant-es : 212 personnes ont assisté au webinaire, parmi lesquelles une majorité de représentant-es d'organisations de la société civile, mais également de réseaux internationaux, d'institutions de recherche et d'organisations internationales.

Intervenant-es :

Animation : M. Jérôme Enjalbert (CARI)

Panelistes :

- **Philippine Dutailly** – Rédactrice désertification et dégradation des terres au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, point focal France pour la CNULCD et présidente du CRIC (Committee for the Review of the Implementation of the Convention)
- **Adeline Derkimba** – Directrice des programmes, CARI
- **Natasha Maru** – Coordinatrice mondiale pour les pâturages et les éleveurs pastoraux , International Land Coalition
- **Ellen Otaru-Okoedion** – Représentante Afrique du panel des Organisations de la Société civile de la CNULCD
- **Nicolas Cimbaro** – Responsable des relations internationales, Conseil Départemental de l'Aude

En bref :

Organisé dans la continuité de la dynamique Désertif'actions 2026, ce webinaire a permis de faire le lien entre les enseignements issus des travaux préparatoires et du Sommet de Djerba, et les enjeux de la COP17 de la CNULCD. Les échanges ont rappelé que les sécheresses constituent désormais un risque structurel pour les territoires, appelant des réponses anticipatives, coordonnées et fondées sur les réalités locales.

Les intervenant-es ont souligné l'importance de renforcer la place de la société civile, des collectivités territoriales, des éleveurs pastoraux et des acteurs de terrain dans les négociations internationales.

À l'approche de la COP17, le webinaire a ainsi permis d'identifier plusieurs priorités de plaidoyer : mieux outiller les territoires, reconnaître le rôle des acteurs locaux, renforcer la prévention et traduire les recommandations de Désertif'actions en messages concrets portés dans les espaces de dialogue de la Convention.



INFORMATIONS DE CADRAGE SUR LE WEBINAIRE :

Organisé à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse, ce webinaire s'inscrivait dans la continuité de la dynamique Désertif'actions 2026. Il visait à faire le lien entre les enseignements issus du Sommet Désertif'actions de Djerba (du 25 au 28 Mars 2026), les travaux préparatoires menés en amont, et les perspectives de mobilisation en vue de la COP17 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), prévue en Mongolie 17 au 28 août 2026.

Depuis 2006, Désertif'actions constitue un espace de dialogue porté par la société civile pour renforcer les échanges entre acteurs engagés dans la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et les sécheresses. L'édition 2026 a mobilisé, pendant plus d'un an, de nombreux acteurs autour d'une question centrale : **comment renforcer la résilience des territoires face aux sécheresses ?**

Le webinaire poursuivait plusieurs objectifs :

- partager les principaux enseignements issus de la dynamique Désertif'actions 2026 ;
- informer les participant-es sur les enjeux, processus et espaces de discussion liés à la COP17 ;
- faire un point d'étape sur les dynamiques de mobilisation déjà engagées ;
- clarifier les opportunités de plaider d'ici à la COP17 ;
- faire dialoguer société civile, collectivités territoriales, réseaux thématiques et représentants institutionnels autour des priorités à porter.

Le fil rouge de l'échange était le suivant : comment transformer les enseignements et recommandations de Désertif'actions 2026 en mobilisation collective et en plaidoyer concret pour la COP17 ?

FOCUS SUR LA COP17 : EN QUOI EST-CE UN MOMENT STRATEGIQUE ?

La première séquence du webinaire visait à replacer les échanges dans le cadre plus large de la COP17 de la CNULCD. Mme Philippine Dutailly a rappelé que cette conférence constituera un moment important pour la gouvernance internationale de la lutte contre la désertification, en particulier dans un contexte où les enjeux liés aux sécheresses, à la dégradation des terres et aux parcours pastoraux occupent une place croissante dans les discussions.

L'un des enjeux centraux de la COP17 sera de parvenir à un consensus sur la manière d'avancer collectivement sur la question de la sécheresse. Les discussions devront notamment permettre de poursuivre les débats engagés lors de la COP16, en particulier autour de la possibilité d'un cadre mondial ou d'un instrument plus contraignant pour mieux anticiper, gérer et réduire les impacts des sécheresses.

Mme Dutailly a également souligné l'importance du futur cadre stratégique de la Convention, ainsi que les débats en cours sur la place de la science dans les décisions. Certains pays souhaitent en effet que les décisions prises dans le cadre de la CNULCD soient davantage fondées sur les connaissances scientifiques, afin d'améliorer leur efficacité et leurs impacts concrets.



La COP17 sera également marquée par plusieurs éléments spécifiques : l'organisation d'un segment de haut niveau avec la participation de chefs d'État et de gouvernement, l'attention portée par la présidence mongole aux parcours et aux éleveurs pastoraux, ainsi que la tenue d'un Forum des Maires destiné à donner davantage de visibilité aux collectivités territoriales et aux bonnes pratiques locales.

En parallèle de l'agenda officiel, un agenda d'actions sera structuré autour de journées thématiques consacrées à des enjeux tels que l'eau, la finance, les peuples et les terres, les systèmes alimentaires ou encore la santé des sols. Ces espaces, ainsi que les événements parallèles, constitueront autant d'occasions pour les organisations de la société civile et les acteurs territoriaux de porter leurs messages et de contribuer aux discussions.

FOCUS THEMATIQUE : SECHERESSE ET RESILIENCE

La résilience à la sécheresse au cœur de Désertif'actions 2026

Mme Adeline Derkimba a rappelé que Désertif'actions 2026 avait choisi de placer la résilience à la sécheresse au cœur de ses travaux en raison de l'ampleur croissante du phénomène et de ses impacts sur les territoires. Les sécheresses deviennent plus fréquentes, plus longues et plus intenses, avec des conséquences qui dépassent largement le seul secteur agricole.

Les impacts sont d'abord environnementaux : baisse des ressources en eau disponibles, stress hydrique de la végétation, dégradation des sols et affaiblissement des écosystèmes. Ils sont également économiques, en particulier pour les systèmes agricoles, très exposés aux pertes de productivité et aux perturbations sanitaires. Selon les données rappelées durant l'intervention, les sécheresses touchent fortement le secteur agricole à l'échelle mondiale, avec des pertes qui peuvent être considérables. Elles entraînent enfin des impacts sociaux majeurs : pauvreté, insécurité alimentaire, malnutrition, tensions autour de l'accès aux ressources, migrations et effets sur la santé.

Mme Derkimba a souligné que la sécheresse est une préoccupation ancienne de la CNULCD, mais que son traitement politique a évolué au cours des dernières années. L'objectif est désormais de passer progressivement d'une gestion réactive des crises à une approche plus proactive, fondée sur la prévention, la préparation et l'adaptation.

Dans ce contexte, Désertif'actions 2026 a cherché à faire remonter la voix de la société civile sur ce sujet. La dynamique a permis de mobiliser largement : 100 réponses au questionnaire préparatoire, 24 ateliers dans 20 pays, 4 webinaires thématiques réunissant 360 participant·es, ainsi qu'un concours de dessins de presse ayant mobilisé 272 dessinateurs et 486 dessins. Le sommet de Djerba a quant à lui réuni 375 participant·es de 48 pays, avec 8 plénières, 22 groupes de travail, 7 side events, des expositions, un espace entrepreneurs et une journée grand public.

Un message clé ressort de cette mobilisation : la société civile doit se positionner sur les sujets majeurs portés au sein de la CNULCD, afin que les décisions internationales reflètent mieux les réalités vécues sur le terrain.

Parcours et éleveurs pastoraux : reconnaissance, mobilité et résilience

Mme Natasha Maru a présenté le rôle de l'Alliance globale pour les parcours et les éleveurs pastoraux, mobilisée depuis plusieurs années pour la reconnaissance des droits des éleveurs



Co-organisateur



Nations Unies
Convention sur la lutte
contre la désertification



Partenaires



Bailleurs



Webinaire en
partenariat avec:





pastoraux, en particulier des droits fonciers, et pour une meilleure prise en compte des parcours dans les politiques internationales.

Elle a rappelé que les parcours occupent une part très importante de la surface terrestre et que près de la moitié d'entre eux seraient aujourd'hui dégradés, avec des impacts importants sur les moyens d'existence de millions d'éleveurs pastoraux. Les systèmes pastoraux sont fortement exposés aux crises climatiques, mais ils sont aussi porteurs de stratégies d'adaptation anciennes et efficaces, fondées notamment sur la mobilité, la connaissance fine des écosystèmes et l'usage adaptatif des ressources.

L'Année internationale des parcours et des éleveurs pastoraux constitue une opportunité importante pour renforcer la visibilité de ces enjeux dans les espaces internationaux. Natasha Maru a souligné que l'Alliance travaille notamment avec le gouvernement mongol, pays hôte de la COP17, afin de porter les enjeux liés aux parcours et aux éleveurs pastoraux dans les discussions de la CNULCD.

L'un des objectifs est de faire reconnaître les parcours et les pasteurs non seulement comme des catégories vulnérables, mais aussi comme des acteurs de solutions face aux crises climatiques, à la dégradation des terres et aux sécheresses.

Focus politique : quels positionnements des groupes régionaux de la CNULCD en Europe et Afrique ?

La discussion s'est ensuite tournée vers les positionnements des groupes régionaux, en particulier le Groupe Afrique et le groupe Europe. L'objectif était de comprendre comment les enjeux de sécheresse, de résilience, de parcours pastoraux et de dégradation des terres sont aujourd'hui portés dans les espaces de négociation.

Mme Ellen Otaru-Okoedion a rappelé que le continent africain est particulièrement touché par la désertification, la dégradation des terres et les sécheresses, ce qui explique la place centrale de ces sujets dans les priorités du Groupe Afrique. Les impacts sur les moyens d'existence, la sécurité alimentaire et les communautés locales rendent indispensable l'adoption de décisions capables de refléter les priorités locales et de permettre une action significative sur le terrain.

Concernant la sécheresse, le Groupe Afrique poursuit la demande d'un protocole juridiquement contraignant. Cette demande a été réitérée lors des concertations préparatoires du groupe. Ellen Otaru-Okoedion a également souligné l'importance de renforcer la collaboration entre les organisations de la société civile et les points focaux nationaux, afin de mieux intégrer les recommandations des OSC dans les positions et délégations nationales. Elle a enfin insisté sur la nécessité de mieux partager l'information autour des positions africaines communes.

Philippine Dutailly a ensuite présenté le fonctionnement du groupe Europe, qui dispose également de mécanismes de coordination et de préparation collective des positions. Elle a rappelé que l'Union européenne coordonne les positions de ses États membres en amont des négociations. Parmi les priorités européennes figurent notamment la participation des organisations de la société civile, l'intégration de la science dans les décisions, ainsi que la prise en compte des enjeux de genre.

Une évolution importante a également été soulignée : plusieurs pays européens, dont la France, se déclarent désormais affectés par la désertification. Cette reconnaissance contribue à faire



évoluer la perception de ces enjeux, qui ne concernent plus uniquement les régions traditionnellement associées aux zones arides, mais touchent aussi des territoires européens confrontés à la sécheresse et à la dégradation des terres.

QUELLE PLACE DES OSC ET DES COLLECTIVITES DANS LES NEGOCIATIONS ?

La séquence suivante a permis d'aborder une question transversale : comment faire parvenir les réalités du terrain jusqu'aux espaces de décision internationale ? Cette question est au cœur de la dynamique Désertif'actions, qui cherche depuis son origine à créer un pont entre les acteurs des territoires et les négociations internationales.

La participation des organisations de la société civile

Mme Otaru-Okoedion a présenté les enjeux liés à la participation des organisations de la société civile dans la CNULCD. Elle a rappelé qu'il ne suffit pas que les OSC soient présentes dans les espaces de négociation : elles doivent être réellement entendues par les décideurs, et leurs recommandations doivent pouvoir se retrouver dans les décisions adoptées par la COP.

Le Panel des OSC a mis en place un processus structuré de préparation de la COP17, combinant notamment des webinaires, des consultations et des échanges entre organisations, y compris à travers des outils numériques tels que WhatsApp. L'objectif est de faciliter la participation du plus grand nombre dans la construction des messages portés par la société civile.

Ellen Otaru-Okoedion a insisté sur la nécessité de reconnaître davantage les communautés locales, les éleveurs pastoraux, les jeunes, les femmes et les peuples autochtones dans les discussions. Elle a également souligné l'importance d'un mécanisme de suivi après la COP, afin que la société civile puisse non seulement contribuer aux décisions, mais aussi suivre leur mise en œuvre.

Le rôle des collectivités territoriales

M. Nicolas Cimbaro a ensuite apporté le point de vue des collectivités territoriales. Il a rappelé que les collectivités ne constituent pas un bloc homogène à l'échelle mondiale : elles sont très diverses dans leurs compétences, leurs moyens, leur poids politique et leurs contextes institutionnels. Cette hétérogénéité explique en partie leur faible représentation historique dans les discussions de la CNULCD.

Pourtant, les collectivités sont en première ligne face aux impacts de la sécheresse, du manque d'eau, de la dégradation des terres et des tensions sur les ressources. Elles sont directement confrontées aux attentes des citoyens et doivent trouver des solutions concrètes à l'échelle locale.

Des réseaux internationaux, comme Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), permettent de porter la voix des collectivités dans les espaces internationaux. M. Cimbaro a rappelé que CGLU, dont le siège est basé à Barcelone, est organisé en groupes régionaux et travaille à renforcer la représentation des collectivités dans les discussions internationales.

Pour mieux peser dans les négociations, les collectivités doivent toutefois être en mesure de démontrer davantage l'impact de leurs actions sur le terrain. Dans cette perspective, CGLU et



ICLEI (Conseil international pour les initiatives écologiques locales) sont impliqués dans l'organisation d'une conférence des maires lors de la COP17. Ce temps fort doit permettre de faire remonter les enjeux territoriaux, de partager des solutions, de valoriser la coopération décentralisée et de contribuer à une déclaration renforçant la prise de parole des collectivités pendant la COP.

Renforcer le dialogue entre États, collectivités et société civile

Mme Philippine Dutailly a ensuite été invitée à réagir sur l'articulation entre société civile, collectivités et États. Elle a rappelé que la première étape, pour les OSC, consiste à identifier les bons interlocuteurs et à se rapprocher des points focaux nationaux de la CNULCD. Cela suppose de comprendre les priorités thématiques des États et de savoir adapter le langage du plaidoyer à celui de l'administration.

Elle a également souligné l'importance de se mettre en réseau. En France, par exemple, des espaces comme le Groupe de travail désertification (GTD) ou le Comité scientifique français de la désertification (CSFD) permettent aux organisations de société civile et aux acteurs scientifiques de structurer des messages communs, plus lisibles et plus audibles pour les pouvoirs publics.

Les OSC peuvent également chercher à être associées aux rencontres des groupes régionaux, par l'intermédiaire de leurs points focaux nationaux ou à l'échelle régionale. Des espaces comme le WPIEI pour l'Europe ou les rencontres en marge de l'AMCEN pour l'Afrique peuvent constituer des opportunités pour faire entendre les contributions de la société civile avant la COP.

L'intervention a ainsi mis en évidence un enjeu central : pour être entendue, la société civile doit être organisée, coordonnée et capable de formuler des messages cohérents avec les priorités politiques, tout en conservant sa capacité d'interpellation.

VERS LA COP17 : ETAPES CLES, OBJECTIFS ET OPPORTUNITES

La dernière séquence du webinaire visait à se projeter vers la COP17, en identifiant les échéances à venir, les espaces d'influence, les messages à porter et les attentes des différents acteurs.

Transformer les résultats de Désertif'actions en plaidoyer

Mme Adeline Derkimba est revenue sur les principaux enseignements de Désertif'actions et sur la manière dont ces résultats pourraient être valorisés dans la perspective de la COP17.

Un mot clé ressort fortement de la dynamique : la prévention. Prévenir les impacts des sécheresses représente un bénéfice humain majeur, car il s'agit d'éviter d'attendre que les populations souffrent pour agir. La prévention est aussi moins coûteuse que la gestion de crise, et elle présente des bénéfices environnementaux importants, dans la mesure où la restauration des écosystèmes dégradés est souvent longue et complexe.

Désertif'actions reconnaît les avancées récentes issues de la COP16, notamment la prise en compte de la prévention, la reconnaissance de la pertinence des solutions fondées sur la nature, le rôle du développement territorial et l'importance d'une gestion durable des parcours. Toutefois, l'enjeu pour la société civile est désormais de transformer ces orientations en actions concrètes dans les territoires.



Les travaux menés durant Désertif'actions ont fait émerger plusieurs axes d'action convergents : les systèmes productifs durables et la gestion des ressources naturelles, l'économie territoriale et les emplois pour la résilience, les modalités de gouvernance et de coopération, le renforcement des capacités et la gestion des connaissances, ainsi que les droits et l'inclusion sociale.

Un consensus important s'est dégagé autour de l'échelle territoriale. Les territoires sont en première ligne face aux impacts des sécheresses, mais ils sont également au cœur des solutions. Or, s'il existe des dispositifs nationaux permettant de mieux anticiper les risques – systèmes d'alerte précoce, plans nationaux sécheresse, plans de gestion des risques, outils financiers comme les assurances ou les fonds de calamités naturelles – l'échelle territoriale reste encore insuffisamment outillée.

L'une des recommandations majeures de Désertif'actions est donc de doter les territoires de compétences, de moyens techniques et financiers afin qu'ils puissent évoluer vers une plus grande résilience. Cela implique d'accompagner les transitions en faveur de la biodiversité, de la santé des sols, du recyclage, de la co-création de connaissances, de la gouvernance responsable, de la diversification économique et de l'inclusion sociale – ce qui n'est pas sans rappeler fortement les fondamentaux de la transition agroécologique.

Plusieurs productions issues de Désertif'actions sont déjà disponibles : notes de recommandations, notes de décryptage, rapport de synthèse des ateliers pays, rapport de synthèse du questionnaire en ligne et rapport complet du sommet (*voir « ressources utiles » en fin de compte rendu*). D'autres productions sont également attendues, notamment un policy brief sur la résilience des territoires à la sécheresse et une déclaration des collectivités locales sur la lutte contre la désertification.

En vue de la COP17, les résultats de Désertif'actions pourront être valorisés à travers plusieurs espaces : discours d'ouverture de la COP, déclaration sur la sécheresse, session de dialogue ouvert consacrée à la résilience à la sécheresse, mobilisation des médias, discussions du Land and People Day et side events.

Les collectivités territoriales en préparation de la COP17

M. Cimbaro a présenté la manière dont le Conseil départemental de l'Aude et ses partenaires se préparent à la COP17. La dynamique Désertif'actions a permis de susciter une réflexion locale autour de la résilience face aux sécheresses. Un atelier avec les acteurs du territoire a notamment permis de poser un diagnostic partagé et de mettre en lumière les enjeux spécifiques du département.

Cette démarche locale, stimulée par une dynamique internationale, constitue un premier acquis important. Elle permet de formuler des éléments de plaidoyer au niveau national et de faire reconnaître les spécificités des territoires ruraux confrontés aux impacts du changement climatique, de la sécheresse et de la dégradation des terres.

Le Conseil départemental de l'Aude cherche ainsi à valoriser son expérience et à faire reconnaître le rôle des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de solutions concrètes. L'objectif est notamment d'obtenir davantage de reconnaissance, de moyens et de financements pour les territoires ruraux confrontés à ces défis.



L'Alliance mondiale IYRP en route vers la COP17

Mme Natasha Maru a présenté les travaux de l'Alliance mondiale pour les parcours et les éleveurs pastoraux dans la préparation de la COP17. L'Alliance a permis de mutualiser et de compiler les résultats de nombreuses consultations organisées à différentes échelles, nationales et régionales, mobilisant les pasteurs, leurs organisations et leurs partenaires.

Ces consultations doivent permettre de construire des recommandations fortes en vue de la COP17. Les demandes portées concernent notamment la sécurisation des droits fonciers, la protection des parcours contre l'empiètement d'autres usages, l'intégration des réalités pastorales dans les systèmes de données, ainsi que la reconnaissance des éleveurs pastoraux comme décideurs et détenteurs de droits.

L'Alliance travaille également à renforcer la visibilité politique des parcours et des pasteurs, notamment à travers des campagnes, des événements et des déclarations globales. Désertif'actions a contribué à renforcer ces messages en offrant un espace de dialogue et de convergence avec d'autres acteurs engagés dans la résilience des territoires face aux sécheresses.

Quelles attentes de la société civile pour une COP réussie

En conclusion de la table ronde, Ellen Otaru-Okoedion a présenté plusieurs critères qui permettraient, du point de vue de la société civile, de considérer la COP17 comme une réussite.

La première attente concerne l'amélioration des systèmes d'alerte précoce et de préparation à la sécheresse, en intégrant davantage les savoirs traditionnels. La seconde porte sur la visibilité et l'écoute accordées aux éleveurs pastoraux pendant la COP17. La troisième concerne la mise en place de mécanismes de financement plus accessibles pour les communautés locales. Enfin, une meilleure redevabilité est attendue sur les enjeux de genre et d'intégration des jeunes.

Plus largement, la réussite de la COP17 dépendra de la capacité des Parties à reconnaître la dimension multidimensionnelle de la dégradation des terres, à renforcer les appuis à la restauration locale, à passer d'une réponse d'urgence à une logique de préparation, et à améliorer les mécanismes permettant aux communautés locales, aux pasteurs, aux femmes et aux jeunes de participer aux décisions qui les concernent.



SEANCE DE QUESTIONS – REPONSES

La session de questions-réponses a permis d'approfondir plusieurs points pratiques liés à la préparation de la COP17 et à la participation de la société civile.

Les rapports de préparation des groupes Afrique et Europe sont-ils disponibles ?

Concernant l'Union européenne, il a été précisé qu'il n'existe pas de document unique compilant l'ensemble des priorités et positions de l'UE. Les positions seront notamment partagées au cours des sessions plénières de la COP17.

Du côté du Groupe Afrique, un document est en cours de préparation. Ellen Otaru-Okoedion, représentante du groupe Afrique au Panel des OSC, pourra tenir les organisations informées de sa disponibilité.

Comment mobiliser concrètement des financements sur le terrain ?

Plusieurs pistes de financement ont été évoquées. Les Small Grants Programme (SGP) du Fonds pour l'environnement mondial peuvent permettre aux OSC d'accéder à des financements ciblant des objectifs environnementaux mondiaux. Le Riyadh Partnership a également été mentionné comme un dispositif orienté vers le développement de capacités dans les pays du Sud.

Comment parler d'une seule voix lors de la COP17 ?

Les échanges ont souligné l'importance de construire des messages communs et de renforcer la coordination entre organisations. Lorsque le dialogue avec les points focaux nationaux est difficile, les médias peuvent être mobilisés pour créer de la visibilité, interpellier les décideurs et faire connaître les résultats des projets ainsi que les besoins des communautés locales.

Il a également été recommandé de créer des contacts avec les points focaux nationaux lors de rencontres internationales, notamment les COP. Les OSC gagnent en crédibilité et en légitimité lorsqu'elles démontrent leur capacité à intervenir dans les arènes internationales et à porter des messages structurés.

Comment suivre les avancées concernant la prise en compte de la société civile ?

Les décisions, rapports des Parties et contributions des organisations de la société civile peuvent être suivis sur le site internet de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Une participante a également rappelé que les OSC doivent être mieux outillées pour participer aux négociations et peser dans les décisions. Elles ne doivent pas attendre uniquement des gouvernements, mais doivent faire valoir leur rôle en première ligne pour témoigner des avancées et des difficultés rencontrées sur le terrain.



Ressources utiles :

- Ouvrage : "Sécheresse et agroécologie : essayons d'y voir clair" : [Lien](#)
- Notes de recommandations Désertif'actions 2026:
 - o L'agroécologie pour outiller les systèmes agricoles face aux sécheresses : [Lien](#)
 - o Pas de pastoralisme sans mobilité : [Lien](#)
 - o Construire collectivement la sécurité hydrique : [Lien](#)
 - o Renforcer le rôle des autorités locales : [Lien](#)
- Notes de décryptage de la CNULCD :
 - o Le processus de négociation de la CNULCD et d'adoption des décisions lors des COP : [Lien](#)
 - o Les groupes régionaux et coalitions d'influence de la CNULCD : [Lien](#)
 - o La prise en compte des sécheresses dans les négociations de la CNULCD : [Lien](#)
- Rapport Tree Aid " From Margins to Momentum: Closing critical funding gaps in IPLC tenure and governance systems to scale land and forest restoration in Africa's drylands" : [Lien](#)
- Site internet de la Dynamique Désertif'actions : [Lien](#)
- Centres de ressources du CARI : [Lien](#)

Regardez l'[enregistrement du webinaire sur Zoom](#)